CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
- 1 -
22-04-1983
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

BV. L. 15.331/2.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 10 février 1983, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur la motivation des peines, modifiant l'article 195 du Code d'instruction criminelle", amendé par le Vice-Premier Ministre le 15 février 1983, a donné le 28 mars 1983 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 10e februar 1983 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van artikel 195 van het Wetboek van Strafvordering in verband met de motivering van de straffen", door de Vice-Eerste Minister op 15 februari 1983 geamendeerd, heeft de 28e maart 1983 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

L'avant-projet de loi soumis à l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, tend à renforcer et à préciser l'obligation faite aux juridictions répressives de motiver leurs jugements, obligation qui découle de l'article 97 de la Constitution. Dans ce but, il propose de compléter l'article 195 du Code d'instruction criminelle.

Le texte actuellement en vigueur de l'article 195 dispose comme suit :

"Article 195.-

Dans le dispositif de tout jugement de condamnation seront énoncés les faits dont les personnes citées seront jugées coupables ou responsables, la peine et les condamnations civiles.

La disposition de la loi dont on fera l'application sera indiquée à l'audience par le président; il sera fait mention de cette indication dans le jugement sous peine de cinquante francs d'amende contre le greffier".

A ces alinéas, l'avant-projet en ajoute deux autres :

"Pour être motivé, le jugement doit encore, d'une manière qui peut être succincte mais doit être précise, indiquer les raisons pour lesquelles le juge choisit, quand la loi le lui permet, de prononcer ou non une peine privative de liberté, et justifier en outre le degré de sévérité de chaque peine prononcée.

.../...

L'alinéa 3 n'est pas applicable lorsque le tribunal statue en degré d'appel".

+

+ +

L'objet de l'avant-projet est limité à la motivation de la nature et de la sévérité de la peine que le juge correctionnel prononce.

Une telle limitation relève d'une appréciation d'opportunité qu'il n'appartient pas, en principe, au Conseil d'Etat de discuter. Il incombe cependant au Conseil d'Etat de dégager la portée exacte d'une modification de l'ordre juridique existant et de contribuer ainsi à une information complète des Chambres législatives.

1. L'avant-projet ne concerne que la motivation de la peine que le juge prononce, alors qu'il ne s'agit là que d'un aspect de la motivation des jugements en l'absence de conclusions écrites ou orales (1). On peut comprendre que le Gouvernement désire n'alourdir que le moins possible la tâche des magistrats afin de ne pas aggraver l'arriéré judiciaire. Cependant l'effort de réflexion dont l'avant-projet entend exiger la preuve du juge, quant au choix de la peine ou de la mesure qu'il prononce, ne sera souvent pas séparable intellectuellement d'un même effort lorsqu'il s'agit de déclarer des faits constants ou non. A tout le moins, serait-il souhaitable que la réforme proposée ne donne pas l'impression que cet autre aspect de la motivation des jugements et arrêts en matière répressive serait secondaire.

.../...

---

(1) L'exposé des motifs paraît négliger l'éventualité de conclusions orales actées au plumitif de l'audience.

Le Ministre a introduit par lettre du 15 février 1983 un amendement tendant à remplacer les alinéas ler et 2 de l'article 195 du Code d'instruction criminelle par l'alinéa suivant :

"Tout jugement de condamnation doit énoncer les faits dont les personnes citées sont jugées coupables ou responsables, la disposition de la loi dont il est fait application, la peine et les condamnations civiles".

Sauf en ce qu'il supprime une amende surannée, l'amendement, quoique assurément heureux,n'apporte au texte en vigueur que des modifications de forme.

2. Suivant l'exposé des motifs, "l'obligation de motivation spéciale n'a pas été étendue aux tribunaux de police en raison du peu de gravité des peines généralement prononcées par ceux-ci".

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'apprécier si cette justification est adéquate. Notamment en matière de roulage, les tribunaux de police peuvent en effet prononcer des peines graves, telle qu'une déchéance définitive du droit de conduire un véhicule.

Il est vrai que la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation n'est pas applicable aux tribunaux de police (article 3). Il n'apparaît cependant pas que l'avant-projet se veuille identique, quant à son champ d'application, à la loi du 29 juin 1964, même si la relation

.../...

est évidente, devant les juridictions auxquelles cette loi est applicable, entre le refus de prendre l'une des mesures qu'elle prévoit et la prononciation d'une peine d'emprisonnement.

De toute façon, une extension des règles portées par le projet aux jugements des tribunaux de police exigerait une modification de l'article 163 du Code d'instruction criminelle.

3. L'article 195 du Code d'instruction criminelle n'est pas applicable aux décisions des juridictions militaires. Les mentions que les jugements et arrêts de celles-ci doivent contenir sont déterminées par l'article 207 du Code de procédure pour l'armée de terre du 20 juillet 1814 (R.P.D.B., v° Justice militaire, n° 668 et les références).

Il appartiendra au Gouvernement et aux Chambres législatives d'examiner si l'occasion du présent projet ne devrait pas être mise à profit pour modifier l'article 207 précité dans le sens d'une uniformisation de l'obligation de motivation.

EXAMEN DU TEXTE.

1. Les mots "Pour être motivé", qui introduisent le texte en projet, ne se concilient guère avec la rédaction des alinéas 1er et 2 de l'article 195 du Code d'instruction criminelle, non plus qu'avec celle de l'alinéa par lequel l'amendement précité du Gouvernement tend à les remplacer. Il convient d'éviter qu'une différence de rédaction puisse suggérer une différence de portée.

Or la sanction sera manifestement la même en cas de manquement au texte en vigueur ou au texte en projet : la juridiction d'appel réformera ou la Cour de cassation cassera la décision insuffisamment motivée au regard des exigences de la loi.

Les mots "Pour être motivé" doivent donc être omis.

2. Il ressort clairement de l'exposé des motifs de l'avant-projet, que, dans l'intention du Gouvernement, la justification du degré de sévérité de la peine prononcée s'imposera aussi bien lorsqu'il s'agira d'une amende ou d'une peine accessoire que lorsqu'il s'agira d'une peine d'emprisonnement. Le texte gagnerait à exprimer cette intention de façon plus précise.

3. L'alinéa 2 du texte en projet ne conservera un objet que si les tribunaux de police restent dispensés de la motivation spéciale qu'en impose l'alinéa 1er (voir l'observation générale n° 2, ci-dessus).

En vue de cette éventualité, l'alinéa figurera entre parenthèses dans le texte qui, sous réserve de l'observation générale n° 3, est proposé ci-après.

TEXTE PROPOSE.

"Article unique.-

L'article 195 du Code d'instruction criminelle, modifié par la loi du 2 janvier 1924, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Tout jugement de condamnation énonce les faits dont les personnes citées sont jugées coupables ou responsables, la disposition de la loi dont il est fait application, la peine et les condamnations civiles.

Lorsqu'il porte une peine d'emprisonnement et que la loi permettait une autre décision, le jugement indique les raisons pour lesquelles une telle peine a été choisie. Il justifie

.../...

en tout cas le degré de sévérité de chacune des peines prononcées.

(L'alinéa 2 n'est pas applicable aux jugements rendus sur l'appel des jugements des tribunaux de police)".

ALGEMENE OPMERKING.

Het voor advies aan de Raad van State, afdeling wetgeving, voorgelegde voorontwerp van wet beoogt versterking en nadere omschrijving van de verplichting voor strafgerechten om hun vonnissen met redenen te omkleden, welke verplichting volgt uit artikel 97 van de Grondwet. Te dien einde wordt in het voorontwerp voorgesteld artikel 195 van het Wetboek van Strafvordering aan te vullen.

De thans geldende tekst van artikel 195 luidt als volgt :

"Artikel 195.-

In het beschikkende gedeelte van ieder veroordelend vonnis worden de feiten vermeld waaraan de gedaagden schuldig of waarvoor zij aansprakelijk geoordeeld worden, alsook de straf en de burgerlijke veroordelingen.

De toegepaste wetsbepaling wordt ter terechtzitting door de voorzitter aangewezen; van deze aanwijzing wordt in het vonnis melding gemaakt, op straffe van geldboete van vijftig frank ten laste van de griffier".

Aan deze beide leden van het artikel worden in het voorontwerp twee andere toegevoegd :

"Om aan het vereiste inzake motivering te voldoen moet het vonnis nauwkeurig, maar op een wijze die beknopt mag zijn, de redenen opgeven waarom de rechter, als de wet hem daartoe vrije beoordeling overlaat, al of niet een vrijheidsstraf uitspreekt en bovendien voor elke uitgesproken straf, de strafmaat rechtvaardigen.

Het derde lid is niet van toepassing wanneer de rechtbank uitspraak doet in graad van beroep".

+

+ +

.../...

Het voorontwerp is in zijn opzet beperkt gehouden tot het motiveren van de aard van de straf die door de correctionele rechter wordt uitgesproken, en van de strafmaat.

Een dergelijke beperking berust op een opportuniteitsbeoordeling die de Raad van State in beginsel niet ter bespreking staat. Het behoort echter wel tot de taak van de Raad van State de juiste strekking van een wijziging in de bestaande rechtsorde naar voren te doen komen en aldus bij te dragen tot een volledige voorlichting van de Wetgevende Kamers.

1. Het voorontwerp heeft slechts betrekking op het motiveren van de straf die door de rechter wordt uitgesproken. Dat is nochtans maar één aspect van het motiveren van vonnissen bij gemis van schriftelijke of mondelinge conclusies (1). Het is begrijpelijk dat de Regering de taak van de rechters zo weinig mogelijk wil verzwaren om de gerechtelijke achterstand niet nog te vergroten. Toch zal de bezinning waarvan het voorontwerp de rechter het bewijs wil doen leveren, wat betreft de keuze van de straf of de maatregel die hij uitspreekt, geestelijk vaak niet te scheiden zijn van een zelfde bezinning wanneer het erom gaat te verklaren dat bepaalde feiten al dan niet vaststaan. Het zou op zijn minst wenselijk zijn met de voorgenomen hervorming niet de indruk te wekken dat dit andere aspect van het motiveren van vonnissen en arresten in strafzaken bijkomstig is.

.../...

---

(1) De memorie van toelichting lijkt voorbij te gaan aan de mogelijkheid van mondelinge, op het zittingblad aangetekende conclusies

De Minister heeft bij brief van 15 februari 1983 een amendement ingediend dat het eerste en het tweede lid van artikel 195 van het Wetboek van Strafvordering door het volgende lid wil vervangen :

> "Ieder veroordelend vonnis dient de feiten waaraan de gedaagden schuldig of waarvoor zij aansprakelijk worden geoordeeld te vermelden, de toegepaste wetsbepaling, de straf en de burgerlijke veroordelingen".

Behoudens inzoverre het amendement een verouderde geldboete afschaft, brengt het, al is het ongetwijfeld relevant, in de geldende tekst slechts enkele vormwijzigingen aan.

2. Luidens de memorie van toelichting is "de verplichting niet uitgebreid tot de politierechtbanken om reden van de minder zware straffen die deze in het algemeen uitspreken".

Het is zaak van de Regering en van de Wetgevende Kamers na te gaan of dit een deugdelijke verantwoording is, onder meer in verkeersaangelegenheden; de politierechtbanken kunnen immers zware straffen uitspreken, zoals definitieve vervallenverklaring van het recht om een voertuig te besturen.

De wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie is weliswaar niet van toepassing op de politierechtbanken (artikel 3). Het ziet er niet naar uit dat aan het voorontwerp hetzelfde toepassingsgebied gegeven wil zijn als aan de wet van 29 juni 1964, al is er voor de rechtscolleges waarop die wet toepasselijk is, een duidelijk verband tussen de weigering om een van de in die wet bepaalde maatregelen te nemen en het uitspreken van een gevangenisstraf.

.../...

Uitbreiding van de in het ontwerp vervatte voorschriften tot de vonnissen van de politierechtbanken zou in alle geval een wijziging van artikel 163 van het Wetboek van Strafvordering noodzakelijk maken.

3. Artikel 195 van het Wetboek van Strafvordering geldt niet voor de beslissingen van de militaire gerechten. De vermeldingen die in de vonnissen en arresten van die gerechten moeten voorkomen zijn bepaald bij artikel 207 van de Rechtspleging bij de Landmacht van 20 juli 1814 ("R.P.D.B.", v° "Justice militaire", nr 668 en de verwijzingen).

De Regering en de Wetgevende Kamers behoren uit te maken of de door het onderhavige ontwerp geboden gelegenheid niet te baat moet worden genomen om het zoëven vermelde artikel 207 te wijzigen in de zin van een uniformering van de motiveringsplicht.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

1. De woorden "Om aan het vereiste inzake motivering te voldoen" die de ontwerp-tekst inleiden, zijn niet goed overeen te brengen met de formulering van het eerste en het tweede lid van artikel 195 van het Wetboek van Strafvordering, en evenmin met de formulering van het lid waardoor de Regering ze met het voorgestelde amendement wil vervangen. Er moet worden vermeden dat een verschil in de formulering aan een verschil in strekking gaat doen denken.

Nu is het duidelijk dat de sanctie dezelfde zal zijn bij niet-nakoming van de ontwerp-tekst als bij niet-naleving van de thans geldende tekst : de beslissing die ten aanzien van de wettelijke vereisten niet voldoende gemotiveerd is, zal door het gerecht van hoger beroep teniet worden gedaan of door het Hof van cassatie worden vernietigd.

.../...

De woorden "Om aan het vereiste inzake motivering te voldoen" moeten dus wegvallen.

2. Uit de memorie van toelichting bij het voorontwerp blijkt duidelijk dat verantwoording van de strafmaat volgens de bedoeling van de Regering vereist zal zijn zowel wanneer het om een geldboete of een bijkomende straf gaat als in het geval van een gevangenisstraf. Het zou goed zijn als die bedoeling in de tekst nauwkeuriger werd verwoord.

3. Het tweede lid van de ontwerp-tekst zal alleen nog zin hebben wanneer de politierechtbanken vrijgesteld blijven van de bij het eerste lid voorgeschreven bijzondere motivering (zie de algemene opmerking nr 2 hierboven).

Met het oog op die mogelijkheid is het bedoelde lid tussen haakjes geplaatst in de tekst die hierna onder voorbehoud van de algemene opmerking nr 3 wordt voorgesteld.

VOORGESTELDE TEKST.

"Enig artikel.-

Artikel 195 van het Wetboek van Strafvordering, gewijzigd bij de wet van 2 januari 1924, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

"Ieder veroordelend vonnis vermeldt de feiten waaraan de gedaagden schuldig of waarvoor zij aansprakelijk geoordeeld worden, de toegepaste wetsbepaling, de straf en de burgerlijke veroordelingen.

Wanneer het vonnis een gevangenisstraf oplegt en de wet een andere beslissing zou hebben toegestaan, vermeldt

.../...

het de redenen waarom een dergelijke straf is gekozen. Het rechtvaardigt in alle geval de strafmaat voor iedere uitgesproken straf.

(Het tweede lid is niet toepasselijk op de vonnissen die gewezen worden in hoger beroep tegen vonnissen van de politierechtbanken)".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.
Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.
Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.